

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET,
a 2a - 60

PARIS, le 1er avril 1985

SECRETAIRE D'ETAT AUPRES
DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES
f°P/1 - 1598
SECRETAIRE D'ETAT AUPRES
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE
LA DECENTRALISATION
CHARGE DES DOM-TOM
DOM 29

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET,

et

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES
OU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

et

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE
LA DECENTRALISATION
CHARGE DES DOM-TOM

Mesdames et Messieurs les MINISTRES
et SECRETAIRES D'ETAT

Objet Circulaire relative à la prise en charge des frais de transport
par la voie aérienne des magistrats et des fonctionnaires civils
de l'Etat qui bénéficient d'un congé bonifié en application du
décret n° 78-399 du 20 mars 1978.

Aux termes de l'article 3 du décret n° 71-647 du 30 juillet 1971
modifié par le décret n° 82-641 du 1er octobre 1982 "la prise en charge
des frais de transport par la voie aérienne est dans tous les cas
effectuée sur la base du tarif de la classe la plus conomique..

En application du décret n° 78-399 du 20 mars 1978 (article 5),
l'Etat prend en charge les frais de voyages aériens en provenance ou à
destination des Antilles, de la Guyane et de la Réunion, des magistrats
et fonctionnaires civils à l'occasion de leurs congés bonifiés et de ceux
de leurs ayants-droit qui ont vocation à bénéficier d'un voyage pris en
charge par l'Etat au sens du décret susvisé.

/...

Ces voyages, qui s'effectuent sur des vols de la compagnie nationale Air-France en application de la circulaire n° 1.065/SG du 6 juillet 1977, sont parfois remboursés sur la base du tarif de la classe "Affaires" alors que la compagnie nationale a mis en place de nouveaux tarifs beaucoup moins onéreux correspondant :

- A la classe "Vacances" sur les lignes reliant la métropole aux Antilles et à la Guyane ;

- à la classe "Voyages pour tous (VPT)" sur les lignes reliant la métropole à la Réunion.

Nous vous prions de prendre toutes dispositions utiles pour que les bénéficiaires des congés bonifiés et leurs ayants-droit voyagent dans les classes "Vacances" et "VPT".

Le double objet de la présente circulaire est de donner des précisions, d'une part sur les conditions d'accès à la tarification économique et, d'autre part, sur le contenu de la convention qui devra être signée entre chaque département ministériel et la compagnie nationale.

I - Les conditions d'accès à la tarification "Vacances" et "VPT"

L'accès aux classes économiques mises en place par Air-France est soumis à certaines conditions qui concernent tant les agents eux-mêmes que les départements ministériels dont ils relèvent.

i - Les départements ministériels doivent souscrire avec Air-France une convention prévoyant les modalités d'accès de leurs agents aux classes économiques.

- 3 -

Les départements ministériels qui ont un faible nombre de personnes à transporter en application de la réglementation sur les congés bonifiés peuvent rechercher des modalités d'association avec d'autres Ministres afin de passer une convention avec Air-France.

2 - Les niveaux très avantageux des tarifs "Vacances" et "VPT" impliquent que soient réalisés simultanément la réservation, l'émission des billets et leur règlement.

Dès lors vos services gestionnaires doivent demander aux agents concernés de leur faire connaître à l'avance leurs dates de départ et de retour ainsi que celles de leurs ayants-droit.

Lorsque ces agents solliciteront la modification des dates ainsi prévues, ces demandes nécessiteront une nouvelle inscription sur les listes de départ aux dates qu'ils proposent.

Ces nouvelles inscriptions ne pourront intervenir aux dates choisies par les intéressés qu'après celles des agents qui n'ont fait l'objet d'aucune inscription depuis le début de l'année civile et dans la limite des contingents de places disponibles.

En application de l'article 6C, alinéa 4 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953, le poids total des bagages transportés par voyage, dans le cadre des congés bonifiés, ne peut excéder 40 kgs par personne, franchise d'Air-France comprise.

Cette franchise tant de 25 kgs en "Vols Vacances" et "Voyages pour tous", l'exclut de bagages remboursés par l'Etat ne peut dépasser 15 kgs. Ce remboursement s'effectue sur la base du tarif le plus économique (fret aérien).

Les administrations qui avaient déjà conclu une convention avec Air-France et qui rembourseraient les frais de transport de bagages sur la base du tarif plus coûteux des "bagages accompagnés" devront prévoir, au plus tard lors du renouvellement annuel de la convention, la substitution des modalités de remboursement au tarif le plus économique, à celui actuellement pratiqué.

II - Contenu de la convention

Les clauses essentielles de la convention doivent prévoir les conditions de réservation, d'émission et de règlement des billets ainsi que les conditions de paiement des pénalités.

1 - La réservation des billets

Les administrations fournissent à Air-France, selon une périodicité à déterminer avec la compagnie nationale, un plan de transport quantitatif prévisionnel •

Ce plan servira de base à la répartition **par** Air-France de "contingents de places" mensuels.

Au vu de ces contingents, les administrations établissent, par vol, la liste nominative des passagers et adressent cette liste à Air-France plus d'un mois avant le départ de leurs agents.

2 - L'émission des billets

Les bons individuels de transport (BIT) sont remis par les administrations intéressées pour être fichés par Air-France contre **des** billets aller et retour.

3 - Le règlement des billets

La valeur de chaque billet mis est imputée sur des avances provisionnelles qui sont versées à la compagnie nationale. Les avances ne peuvent donc concerner le transport des bagages qui est remboursé par l'administration dans les conditions du 1-2. -

Le nombre et le montant des avances provisionnelles à intervenir au cours d'une année sont à déterminer en liaison avec Atr-France. Il est toutefois recommandé de limiter le nombre des avances à deux ou trois, selon les contraintes particulières de chaque administration, afin de ne pas alourdir inutilement la gestion du dispositif.

Chaque avance ne saurait être supérieure à 90 % du montant de la dépense prévue pour les départs se situant dans la période couverte par l'avance.

La compagnie Atr-France devra faire parvenir, dans un délai de 45 jours avant la date de versement de chaque avance, une demande de **versement d'avances provisionnelles**.

En tout état de cause, la différence entre les dépenses effectives et le montant cumulé des avances versées fera l'objet d'un règlement pour solde ou, le cas échéant, d'un versement d'Atr-France au profit de l'Etat.

- 6 -

4 - Le règlement des pénalités

- a - Dans le cas où des pénalités sont appliquées par la compagnie Air-France- lorsqu'il y a modification ou annulation après l'émission du billet, sauf cas de force majeure-, ces pénalités devront être prises en charge par les départements ministériels conformément aux termes de la convention.

Les cas de force majeure à prendre en considération sont le décès ou la maladie entraînant l'hospitalisation de l'agent ou de l'un de ses ayants droit •

- b - Toutefois les administrations ont la faculté, s'il apparaît que les motifs invoqués par les agents de modifier les dates de voyage ne sont pas dûment justifiés, de demander à ces agents le reversement du montant des pénalités effectivement versées.

Dans les cas où ces pénalités sont prises en charge par le département ministériel, un certificat administratif, établi par l'ordonnateur et justifiant cette prise en charge, est produit au comptable assignataire.

*

*

*

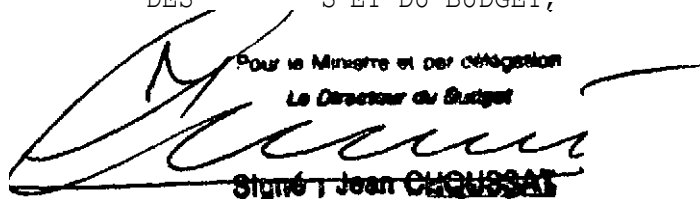
1...

- 7 -

Nous vous prions de bien vouloir trnsmettre les projets de convention avec Air-France avant signature, pour examen, au secrétariat d'Etat aupri\ s du ministre de l'économie, des finances et du budget , chargé du budget et de la consommation- Direction de la comptabilité publique (bureau C3) afin que soit évitfie toute difficulté lors de l'application par le comptable chargé des règlements./.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES S ET DU BUDGET;

Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Budget


Signé : Jean CHOUSSAT

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION
CHARGE DES DOM-TOM

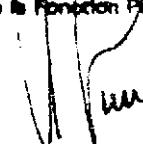
l'nlr le Secrétal111 cft1al BI par dé!6g81loft
Le Di eur de cao1111



FOURNET

LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES
DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DES SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Pour le Secrétaire d'Etat
et par délégation,
Le Directeur Général de l'Administration
et de la Fonction Publique



Marcel PINET